



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE CONTRÔLE TECHNIQUE ET COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

24 MB00 - Accord cadre de missions de Contrôle Technique et Coordination sécurité et protection de la santé pour les chantiers de catégorie II ou III dans les bâtiments départementaux, y compris les collèges publics et les bâtiments du service départemental d'incendie et de secours de Loire-Atlantique

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 29 avril 2024 à 12:00

Département de Loire-Atlantique













3 Quai Ceineray

CS 94109

44041 NANTES

Tél : 02 40 99 10 00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Accord cadre de missions de contrôle technique et coordination sécurité et protection de la santé
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	4
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec (pour les lots 1 et 2)
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Période initiale : 12 mois. 3 reconductions possibles pour une période de 12 mois chacune
	Négociation	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Etendue des prestations	5
1.6 - Nomenclature.....	7
1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	7
1.8 - Renouvellement.....	7
2 - Politique d'achat du Département.....	7
3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits	8
4 - Conditions de la consultation.....	8
4.1 - Délai de validité des offres	8
4.2 - Forme juridique du groupement.....	8
4.3 - Variantes.....	8
4.4 - Développement durable	8
5 - Les intervenants	10
5.1 - Conduite d'opération	10
5.2 - Maîtrise d'œuvre	10
6 - Conditions relatives au contrat	10
6.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	10
6.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	10
6.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	11
7 - Contenu du dossier de consultation	11
8 - Présentation des candidatures et des offres	12
8.1 - Documents à produire.....	12
9 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	14
9.1 - Transmission électronique	14
9.2 - Transmission sous support papier	16
10 - Examen des candidatures et des offres	16
10.1 - Sélection des candidatures	16
10.2 - Attribution des accords-cadres.....	16
10.3 - Suite à donner à la consultation.....	17
11 - Renseignements complémentaires	18
11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	18
11.2 - Procédures de recours.....	18

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Accord cadre de missions de contrôle technique et coordination sécurité et protection de la santé pour les chantiers de catégorie II ou III dans les bâtiments départementaux, y compris les collèges publics, et les bâtiments du service départemental d'incendie et de secours de Loire-Atlantique

Lieu(x) d'exécution :

Loire -Atlantique (voir liste des bâtiments en Annexe du CCAP).

Une liste des bâtiments départementaux et du service départemental d'incendie et de secours de Loire-Atlantique figure aux annexes 1 et 2 du CCAP. Il est précisé que celles-ci ne sont pas exhaustives et que pendant la durée du marché, les bâtiments cédés, achetés, construits ou loués seront retirés ou intégrés automatiquement. Les titulaires en seront informés par les représentants du pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement pour les bâtiments qui les concernent.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations, et notamment que les travaux dans les collèges sont généralement réalisés dans les périodes de congés scolaires, de fait les missions du coordinateur SPS du contrôleur technique s'accomplissent dans le même temps.

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations auxquelles il aurait accès.

Il s'agit d'un marché transversal qui peut être utilisé par chacun des membres du groupement et par différents services du Département de Loire-Atlantique gérant le patrimoine immobilier. Ainsi en fonction des missions, plusieurs utilisateurs pourront intervenir, par exemple :

- le service départemental incendie et secours de Loire-Atlantique,
 - les différents services du Département de Loire-Atlantique
 - les services de la Direction du patrimoine immobilier
 - les services aménagement des délégations territoriales de Nantes et Saint-Nazaire
- 44000 Nantes

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

Le Département de Loire-Atlantique

- Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique

Le coordonnateur du groupement de commandes est : DEPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE . Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) géographique(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Contrôle technique - Nantes et Vignoble - Groupement Sud SDIS (SDIS 44)
02	Contrôle Technique - Saint-Nazaire, y compris Saint Etienne de Montluc, Pays de Retz, Châteaubriant, Ancenis – Groupement Nord et Ouest SDIS (SDIS 44)
03	Coordination Sécurité et Protection de la Santé - Délégation de Nantes et Vignoble (CD) Groupement Sud SDIS (SDIS 44)
04	Coordination Sécurité et Protection de la Santé - Délégation de Saint-Nazaire, y compris Saint Etienne de Montluc, Pays de Retz, Châteaubriant, Ancenis - – Groupement Nord et Ouest SDIS (SDIS 44)

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Règle d'attribution :

Pour des raisons tenant à l'importance des commandes, des missions et des bâtiments concernés, les dispositions suivantes seront appliquées sous réserve d'un nombre suffisant d'offres :

Prestations de contrôle technique

- Les 2 lots géographiques 1 et 2 ne seront pas attribués à la même entreprise, sauf exception. L'exception concerne le cas où il n'existe qu'une seule offre pour ces 2 lots.
- Dans l'hypothèse d'un classement proposant le même candidat sur les deux lots géographiques, le choix définitif du maître d'ouvrage portera sur le lot dont le montant estimatif est le plus élevé. L'autre lot sera attribué au candidat arrivé en seconde position du classement

Prestations de coordination sécurité et protection de la santé :

- Les 2 lots géographiques 3 et 4 ne seront pas attribués à la même entreprise, sauf exception. L'exception concerne le cas où il n'existe qu'une seule offre sur ces 2 lots.
- Dans l'hypothèse d'un classement proposant le même candidat sur les deux lots géographiques, le choix définitif du maître d'ouvrage portera sur le lot dont le montant estimatif est le plus élevé. L'autre lot sera attribué au candidat arrivé en seconde position du classement

1.5 - Etendue des prestations

La répartition des commandes entre les acheteurs est la suivante (seuls les montants totaux indiqués à l'acte d'engagement ont valeur contractuelle) :

Pour le lot n°01 - Contrôle technique – Délégations Nantes et Vignoble - Groupement Sud (SDIS 44)

DEPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	100 000,00 €
Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	40 000,00 €

A titre indicatif, le montant annuel moyen des commandes passées pour ce lot, lors des 3 années précédentes était de 89.563 € H.T pour le Conseil Départemental.

Pour le lot n°02 - Contrôle Technique – Saint-Nazaire, y compris Saint Etienne de Montluc, Pays de Retz, Châteaubriant, Ancenis – Groupement Nord et Ouest SDIS (SDIS 44)

DEPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	130 000,00 €
Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	50 000,00 €

A titre indicatif, le montant annuel moyen des commandes passées pour ce lot, lors des 3 années précédentes était de 98.302,5 € H.T pour le Conseil Départemental.

Pour le lot n°03 - Coordination Sécurité et Protection de la Santé - Délégation de Nantes et Vignoble (CD) Groupement Sud SDIS :

DEPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	45 000,00 €
Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	20 000,00 €

A titre indicatif, le montant annuel moyen des commandes passées pour ce lot, lors des 3 années précédentes était de 32.943 € H.T pour le Conseil Départemental.

Pour le lot n°04 - Coordination Sécurité et Protection de la Santé - Délégation de Saint-Nazaire, y compris Saint Etienne de Montluc, Pays de Retz, Châteaubriant, Ancenis - – Groupement Nord et Ouest SDIS (SDIS 44)

DEPARTEMENT DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	80 000,00 €
Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique	
Période	Maximum Annuel HT
Période initiale	35 000,00 €

A titre indicatif, le montant annuel moyen des commandes passées pour ce lot, lors des 3 années précédentes était de 56.376 € H.T pour le Conseil Départemental.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	71631300-3	Services de contrôle technique de bâtiments
02	71631300-3	Services de contrôle technique de bâtiments
03	71317210-8	Services de conseil en matière de santé et de sécurité
04	71317210-8	Services de conseil en matière de santé et de sécurité

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.8 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Politique d'achat du Département

Avec un volume d'achat de plus de 180 millions d'euros par an, le Département de Loire-Atlantique est un acteur majeur du territoire. La stratégie d'achat du Département se base sur 3 piliers : le développement d'un achat socialement et écologiquement responsable, la promotion d'un achat facile d'accès pour les entreprises et économiquement performant, la garantie d'un achat juridiquement sécurisé. Vous trouverez les principaux engagements du Département sur [cette page](#).

3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits

L'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations sont des priorités pour le Département, inscrites dans son projet stratégique. Pour traduire son ambition, il a adopté fin 2017 le plan d'actions « Agir pour l'égalité des droits », dont les objectifs sont transversaux et collectifs.

Le plan est consultable à cette [adresse](#).

Par ce plan, le Département s'est engagé dans une démarche d'exemplarité et a obtenu en février 2021 une double labellisation AFNOR « **égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** » et « **diversité** », et conforte son action dans la **lutte contre les discriminations** et pour **l'égalité entre les femmes et les hommes** dans toutes ses politiques publiques.

Le Département est pleinement conscient du rôle qu'il peut avoir sur ces questions, à la fois en tant qu'acteur majeur des solidarités, mais aussi en tant qu'acteur du monde économique au travers de ses achats et de sa commande publique.

C'est la raison pour laquelle le Département souhaite informer ses fournisseur.se.s de son engagement en matière de promotion de l'égalité des droits.

4 - Conditions de la consultation

4.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Si le candidat choisit de se présenter en groupement conjoint, celui-ci devra préciser la répartition des dépenses entre les différents membres du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

4.3 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

4.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP.

- Pour les lots 1 et 2 :

Le Département de Loire-Atlantique s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes en difficulté par le travail. C'est pourquoi, le CCAP/CCP du présent marché comporte des clauses visant à promouvoir l'insertion professionnelle des personnes rencontrant des difficultés particulières au regard de l'emploi.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la

signature de l'acte d'engagement emporte adhésion du titulaire à la clause d'insertion selon les conditions prévues à l'acte d'engagement et au CCAP/CCP ainsi que dans l'offre du titulaire.

Les candidats restent soumis aux dispositions du Code du Travail (article L1224-1 et suivants notamment) et, le cas échéant, à la convention collective applicable à leur branche professionnelle et relative à l'emploi des personnes actuellement affectées sur le(s) site(s) couvert(s) par le présent marché.

- Public concerné par l'opération d'insertion : cf. article 1.3 du CCAP

- Modalités de mise en œuvre :

Sans critère d'analyse des offres:

Les entreprises auront l'obligation de consacrer à l'action d'insertion le nombre heures travaillées réservées au public prioritaire inscrit à l'acte d'engagement. L'entreprise peut en sus proposer un nombre d'heure plus élevé. Dans ce dernier cas et pour le nombre d'heures proposé en sus, les pénalités définies au CCAP/CCP en cas de non-respect du nombre d'heure minimum ne lui sont pas applicables.

Avec critère d'analyse des offres:

Les entreprises détailleront leur proposition à l'acte d'engagement. Cet engagement est contractuel. Cette proposition correspondra à un minimum obligatoire d'heures travaillées réservées au public prioritaire désigné ci-dessus et à l'acte d'engagement. Elles expliqueront également l'action d'insertion qui sera mise en place du point de vue qualitatif.

L'entreprise titulaire du présent marché réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique et/ou une entreprise adaptée ou un établissement et service d'aide par le travail

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés :

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir :

o D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ;

o D'une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L. 1251-7 du code du travail

o D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ;

o D'une association intermédiaire (AI).

- 3ème modalité : l'embauche directe d'une personne répondant aux critères d'éligibilité des publics (CDD, CDI, contrat aidé, contrat de professionnalisation...).

Il appartient à l'entreprise de définir la modalité de mise en œuvre de la clause d'insertion la mieux à même de répondre à ses contraintes propres, notamment au regard de son activité et le nombre d'heures proposées.

Pour les recrutements directs ou pour toute information, le Département de Loire-Atlantique propose aux entreprises une offre de services destinés aux employeurs et qui est présentée dans le document joint au présent dossier, intitulé " Offre de services des unités emploi du Département de Loire-Atlantique aux employeurs " (confère annexe RC intitulée "Unités emploi du Département de Loire-Atlantique")

Objectifs de l'action d'insertion et impact sur la qualité de cette action

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le Département souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause. Ceci constitue une prestation accessoire à l'objet principal du marché.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi une évaluation régulière sera réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Assistance technique du Maître d'Ouvrage (ou Personne Publique)

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le Département de Loire Atlantique met à la disposition des entreprises une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- d'assister les entreprises soumissionnaires pendant les préparations de leur offre pour les renseigner sur les différents dispositifs d'insertion existants,
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier (ou des prestations) et en relation avec le chargé de mission insertion dans les marchés publics,
- de proposer des publics prioritaires.

Le candidat est informé qu'il peut joindre aux coordonnées suivantes le chargé de mission insertion dans les marchés publics :

Service Insertion et Emploi - DG Solidarité
Hôtel du Département - 3, quai Ceineray CS 94 109
44041 NANTES CEDEX 1
Téléphone : 02.51.17.21.14

L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées ainsi que de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

5 - Les intervenants

5.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

5.2 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement.

5.3 - Conduite d'études

Le conducteur d'études ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement

6 - Conditions relatives au contrat

6.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP. Le délai d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents sont fixés dans les conditions du CCAP.

6.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Budget du Département de Loire-Atlantique ;
- Budget du SDIS 44

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

6.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

7 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) pour les lots 1 et 2 (prestations de contrôle technique) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) pour les lots 3 et 4 (prestations de coordination sécurité et protection de la santé) ;
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, par lot géographique à renseigner par le candidat ;
- Le Détail estimatif témoin par lot géographique, à renseigner par le candidat ;
- La Plaquette des unités emploi du Département ;
- Le Guide de la commande publique solidaire ;
- L'acte d'Engagement et ses Annexes par lots géographiques ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour les lots 1 et 2 (prestations de contrôle technique) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières pour les lots 3 et 4 (prestations de coordination sécurité et protection de la santé) ;
- Le Bordereau des prix unitaires par lot géographique, à renseigner par le candidat
- les Annexes ;

Annexe 1: Organisation territoriale du Département et du SDIS 44

Annexe 2: liste des bâtiments départementaux

Annexe 3: liste des bâtiments du SDIS 44

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

8.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente pour les candidats étrangers	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
LOTS 1 et 2	
Agrément délivré par le ministre chargé de la construction après avis de la commission d'agrément des contrôleurs techniques (domaine couvert par la période de validité)	Non
Agrément délivré par le ministère de l'intérieur concernant la sécurité incendie dans les bâtiments recevant du public	Non

Agrément délivré par le ministère de l'industrie concernant les installations de ventilation mécanique contrôlée (VMC) - Gaz dans les bâtiments d'habitation	Non
Qualifications et habilitations professionnelles du personnel à l'exécution des missions confiées	Non
Compétences et références CVC et GTB pour les missions Th et GTM	Non
Agrément délivré par le ministre chargé de la construction après avis de la commission d'agrément des contrôleurs techniques (domaine couvert par la période de validité)	Non
<u>Lots 3 et 4</u>	
Une attestation de compétences délivrée par un organisme formateur agréé depuis moins de 5 ans pour le niveau 2 et moins de 3 ans pour le niveau 3	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

NB : Le coffre-fort électronique permet de stocker sur la plateforme les documents qui sont normalement demandés au candidat attributaire du marché. Il permet aussi de déposer tous les documents que le candidat juge utile de mettre à la disposition de l'administration dans le cadre des marchés publics.

Les documents stockés et disponibles sur la plateforme seront directement récupérés par les services du département et ne seront pas demandés

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) complété, par lot géographique	Non
Le cadre du mémoire technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Une note méthodologique pour chaque étape de la mission	Non
Le détail estimatif témoin, complété par lot géographique	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

9 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

9.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Si vous êtes confronté à une difficulté au moment répondre de façon dématérialisée vous pouvez contacter le service commande publique du département en utilisant l'adresse mail suivante : contactmarchespublics@loire-atlantique.fr

La capacité du service à vous apporter une réponse le plus rapidement possible est aussi dépendante du délai restant avant l'échéance de remise des offres. Aussi veillez autant que faire se peut à ne pas déposer votre offre au dernier moment et à tester votre poste avant de répondre afin de pouvoir apporter les correctifs nécessaires en amont.

Les questions relatives au dossier de consultation ou à la prestation elle-même doivent être posées via la messagerie sécurisée de la plateforme et seront traitées par les services du département.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Département de Loire-Atlantique
Direction du Patrimoine Immobilier
Service Gestion du Patrimoine Bâti
3 Quai Ceineray
CS 94109
44041 NANTES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.
L'attributaire devra signer le marché au format PADES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

9.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

10 - Examen des candidatures et des offres

10.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

10.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0 %
2-Valeur technique	60.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par chaque candidat.

1. Notation du critère Valeur technique

Le critère « valeur technique » est apprécié au regard de la pertinence du cadre de mémoire technique.

Celui-ci fera apparaître la façon dont le candidat envisage de réaliser les prestations pour répondre aux objectifs fixés au CCTP. Les points suivants devront obligatoirement être traités :

1.1 Pour les lots 1 et 2 (prestations de contrôle technique), les sous-critères sont les suivants :

- **Méthodologie des différentes prestations demandées (nombre de points 30)**
 - a. Méthodologie prévue en phase études et travaux (sites occupés) en précisant la méthode de communication avec la MOA, MOE et les entreprises
 - b. Présentation et pertinence du plan d'assurance qualité (PAQ)
 - c. Modèles et contenu de compte-rendu de visite de chantier (avis technique contrôle sur site ou contrôle de documents d'exécution), de réunion, attestation finale d'accessibilité
 - d. Méthodologie en cas d'urgence
- **Pertinence temps par rapport au niveau de compétence des prestations de contrôle technique (nombre de points 10)**
- **- Descriptif des moyens humains, matériels et des qualifications (nombre de points 20)**
 - a. Management du contrat et indication des domaines d'intervention qu'il est prévu de confier à chaque intervenant de l'équipe
 - b. Analyse de risques - Notice décrivant les mesures d'hygiène et de sécurité lors des interventions
 - c. Liste des différentes catégories de personnels techniques y compris éventuellement des spécialistes hautement qualifiés qu'il est prévu, au moment de la consultation d'affecter à la réalisation des prestations
 - d. Circuit de vérifications et validation des documents émis
 - e. Pertinence des moyens matériels

1.2 Pour les lots 3 et 4 (prestations de coordination sécurité et contrôle de la santé), les sous-critères sont les suivants :

- **Méthodologie des différentes prestations demandées (nombre de points 30)**
 - a. Indication des domaines d'interventions qu'il est prévu de confier à chaque des catégories de personnel
 - b. Présentation et pertinence du plan d'assurance qualité (PAQ)
 - c. Modèles et contenu des comptes-rendus de visite de chantier et de réunion
 - d. Méthodologie en cas d'urgence ou de non-conformités SPS constatées
- **Pertinence temps/niveau de compétence des prestations de CSPS (nombre de points : 10)**
- **Descriptif des moyens humains et matériels et qualification (nombre de points 20)**
 - a. Management du contrat
 - b. Analyse des risques, notice décrivant les mesures d'hygiène et de sécurité lors des interventions
 - c. Circuit de vérifications/validation des documents émis
 - d. Pertinence des moyens matériels

2 Notation du critère prix : le critère prix est noté de la manière suivante pour l'ensemble des lots :

Les offres sont jugées, d'une part à 10% sur le montant total du détail quantitatif estimatif basé sur 3 chantiers types dont les caractéristiques correspondent respectivement à la rénovation d'une restructuration partielle d'un collège, de la consolidation définitive des remparts d'un château, d'aménagement intérieur de bureaux.

L'offre jugée la meilleure obtient la note maximale de 10. Les offres suivantes obtiennent une note se conformant au calcul suivant : (offre la meilleure/offre analysée) x 10.

D'autre part, les offres sont jugées à 30% sur la base du coût horaire moyen des missions présentées dans le bordereau des prix unitaires.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

10.3 - Suites à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

11 - Renseignements complémentaires

11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

11.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Ile Gloriette

BP 24111

44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Télécopie : 02 55 10 10 03

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité de règlement amiable
22 Mail Pablo Picasso
44042 Nantes CEDEX 01

Tél : 02 53 46 79 83

Télécopie : 02 53 46 79 79

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr